

Unité départementale des Bouches-du-Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13333 Marseille

Marseille, le 06/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LINDE FRANCE S.A

Bâtiment A
523 cours du 3 Millénaire
69800 Saint-Priest

Références : NN-D-2025-0773 / SPR/2026/133

Code AIOT : 0006402114

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/11/2025 dans l'établissement LINDE FRANCE S.A implanté Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang. L'inspection a été annoncée le 31/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LINDE FRANCE S.A
- Lotissement industriel La Minaude Zone nord de l'Aubette 13130 Berre-l'Étang
- Code AIOT : 0006402114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'activité principale du site LINDE à Berre est le conditionnement de différents types de gaz dont l'acétylène en provenance des unités de LyondellBasell. Le site actuel est organisé de la façon suivante :

- Une unité des gaz industriel,
- Une unité d'acétylène,
- Un atelier VMP (visite matière poreuse) où est assurée la maintenance des bouteilles d'acétylène,
- Une plateforme Nord de stockage de bouteilles de gaz vides ou de gaz neutres et comburants.

Thèmes de l'inspection :

- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Élaboration du POI	Code de l'environnement du 06/11/2025, article R.515-100	Sans objet
2	Mise à jour, test POI	Code de l'environnement du 06/11/2025, article R.515-100	Sans objet
3	Mise à jour des fiches réflexes du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection avait pour objectif de vérifier la mise à jour des fiches réflexes du POI suite à l'exercice réalisé en 2024 avec le SDIS et de l'intégration des exigences de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 relative aux premiers prélèvements. Concernant ce dernier point, l'exploitant a démontré qu'il n'était pas nécessaire d'effectuer des prélèvements dans l'air pour autant la démonstration devra être complétée avec les autres matrices en particulier les retombées de suie et le risque de pollution du milieu.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Élaboration du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/11/2025, article R.515-100
Thème(s) : Risques accidentels, POI
Prescription contrôlée : I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre

par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

[...]

Constats :

Le POI en vigueur est la révision 8 de février 2025. L'exploitant indique que les mises à jour se font partiellement en fonction des éléments à mettre à jour. Certaines fiches du POI en vigueur peuvent donc être antérieures à 2025. Un tableau récapitulatif indique les fiches mises à jour à chaque révision. Concernant la révision 8, les fiches réflexes mises à jour sont les F 2, 3, 8, 9, 11, 12, 18, 19, 20 (voir point de contrôle numéro 3).

Les mises à jour réglementaires sont prévues tous les 3 ans sauf si l'organisation ou les contacts des interlocuteurs sont modifiées.

Le responsable environnement du niveau national et le responsable du site rédigent la mise à jour du POI en se basant sur les éléments remontés lors des exercices par le personnel Linde, la DREAL ou le SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Mise à jour, test POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/11/2025, article R.515-100

Thème(s) : Risques accidentels, POI

Prescription contrôlée :

I.-Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à : 1° Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant mentionnées au III ; 2° Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Ce plan est établi avant la mise en service.

Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. II.-Il est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour : 1° Dans un délai raisonnable : a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime défini à la présente sous-section ; b) Avant la mise en œuvre de modifications des installations ou des activités entraînant un changement de l'inventaire des substances dangereuses de l'établissement ayant pour conséquence de le faire entrer dans le régime défini à la présente sous-section ; c) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ; 2° Dans le délai de deux ans à compter de la date où un établissement entre dans le régime défini à la présente sous-section, pour d'autres raisons que celles mentionnées au 1° ; 3° A la suite d'un accident majeur. La mise à jour tient compte des

<p>modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Un exercice est réalisé annuellement. C'est une bonne pratique suivi au niveau national sur chaque site Linde soumis à l'obligation de POI. Pour autant, cette fréquence n'est pas reprise dans une procédure interne. Les exercices sont préparés en lien avec le SDIS et les scénarios sont variés afin de former le personnel aux différents accidents possibles.</p> <p>Le dernier exercice réalisé sur le site de Berre date du 17 septembre 2025. Le scénario consistait en un départ de feu sur un camion avec des bouteilles de gaz à proximité de l'unité acétylène. Cet exercice a permis de recycler le personnel dans le port des ARI.</p> <p>L'exercice précédent a été réalisé le 20 novembre 2024. Le scénario consistait en une rupture du plus gros piquage de la cuve d'argon en phase liquide. A l'issue de l'exercice, le SDIS a demandé à Linde de prévoir la fermeture de la vanne du réseau pluvial uniquement dans les cas où il y a un risque de pollution (voir point de contrôle numéro 3).</p> <p>La salle de gestion de crise a été vue lors de l'inspection. Elle est équipée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un tableau listant les personnes extérieures à contacter (préfecture, DREAL, mairie...) et de noter les heures où l'information a été transmise - d'un tableau pré rempli permettant de tenir la main courant - d'un tableau permettant de faire le point de situation selon la méthode du SDIS (objectif, action, pilote...)
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra prévoir la fréquence annuelle des exercices dans une procédure interne sous 1 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mise à jour des fiches réflexes du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V
Thème(s) : Risques accidentels, POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;</p>

[...]

g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;

[...]

Constats :

Suite au retour du SDIS lors de l'exercice de 2024, le responsable de site et le responsable environnement national ont balayé chaque fiche réflexe afin d'identifier celles présentant un risque de pollution.

Chaque fiche réflexe présente la liste des actions à mener. Le DOI organise les actions et demande à chaque fonction de les réaliser (suivant les configurations, il peut y avoir une personne qui assure plusieurs rôles).

Lors de la révision 8, les fiches réflexes F2 (directeur opération interne), F3 (relation externe), F9 (affectation du personnel aux fonctions) ont été mises à jour mais ne concernent pas directement le sujet.

Les fiches réflexes mises à jour en lien avec la demande du SDIS sont :

- F8 (fonction maintenance) : elle indique que la personne en charge de cette fonction est responsable de la fermeture de la vanne d'isolement du réseau pluvial
- F11 (décomposition / explosion d'une bouteille d'acétylène), F12 (rupture d'une canalisation d'acétylène), F19 (incendie sur le site), F20 (intervention sur un véhicule GNV) : ces fiches prévoient l'utilisation d'eau d'extinction, il est donc prévu de fermer la vanne du réseau pluvial
- F18 (fuite toxique NH₃, SO₂, H₂S, mastergaz) : cette fiche prévoit l'utilisation d'eau pour abattre le nuage toxique (notamment dans le cas du NH₃). Il est donc prévu de fermer la vanne du réseau pluvial

A l'inverse, la fiche F14 (épandage d'oxygène liquide) ne prévoit pas la fermeture de la vanne du pluvial car ce produit peut conduire à la formation d'une nappe qui s'évaporerait de manière plus ou moins lente. Ce phénomène ne présente pas de risque direct et ne nécessite donc l'utilisation d'eau. Le risque réside dans la présence d'un incendie à proximité mais, dans ce cas, la fiche F19 incendie sera utilisée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Risques accidentels, Premiers prélèvements environnementaux

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

- les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Constats :

Le POI a été complété par la fiche réflexe F21 relative aux premiers prélèvements.

Cette fiche indique que :

- aucun des scénarios d'incendie de l'EDD ne mettent en jeu des produits cités dans le guide INERIS relatif aux produits de décomposition ;
- l'EDD indique que les seuils des effets irréversibles n'impactent pas des tiers ;
- les produits stockés sur le site (NH₃, SO₂, H₂S) sont présents sous forme de bouteille et seul les scénarios de petites fuites sont retenus dans l'EDD. Ils ne peuvent pas conduire à des effets incommodants sur de grandes distances ;
- le scénario de fuite de mastergaz présente une cinétique trop rapide pour permettre la mise en place de moyens de prélèvement ;
- le guide relatif aux premiers prélèvements dans le secteur du GNL indique que le CO₂ ne doit pas être retenu pour cette démarche.

Cette fiche est très synthétique. Elle ne permet de faire le lien entre l'EDD (produit toxique, zone d'effets) et la conclusion.

La fiche réflexe ne présente pas d'argumentaire concernant les retombées de suie ou la pollution du milieu. En séance, l'exploitant indique que les incendies potentiels ne génèrent pas de fumée et donc pas de suie. De plus, comme décrit au point de contrôle n°3, la vanne de sectionnement du réseau pluvial sera fermée en cas de risque de pollution. L'exploitant considère que ces 2 matrices n'ont pas besoin de faire l'objet de premiers prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La fiche F21 devra être complétée afin de :

- de préciser les produits de décomposition en cas d'incendie sur le site et de les comparer aux produits cités dans le guide INERIS relatif aux produits de décomposition ;
- de justifier pour chaque produit conduisant à un scénario toxique dans l'EDD s'il doit être pris en compte dans la démarche de premier prélèvement ou non. Par exemple, la fiche F21 ne parle pas des scénarios conduisant à une sur oxygénation. Pour autant, ces scénarios présentent des effets létaux hors site dans l'EDD. Le H₂S est cité comme produit incommodant dans la fiche F21 tandis que dans l'EDD, ce produit conduit à des effets létaux hors site ;
- de préciser pourquoi il est considéré qu'aucun tiers n'est impacté par des SEI alors qu'une gravité est retenue dans l'EDD (impact sur le chemin d'accès et le terrain de Lyondell ainsi que sur une friche) ;
- de préciser la cinétique (ordre de grandeur du temps de fuite et/ou d'exposition) pour les produits retenus. La fiche F21 parle de cinétique trop rapide uniquement pour le mastergaz. De nombreux scénarios de l'EDD présentent en effet une cinétique très rapide de l'ordre de la minute mais quelques scénarios (par exemple le PhD 1 H₂S) dure une vingtaine de minutes ;
- de conclure sur la nécessité ou non de réaliser des prélèvements sur les retombées des fumées ou dans la pollution du milieu.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois